



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2014154-0014

signé par
Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre

le 03 Juin 2014

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté mettant en demeure la Société Ouvrière
de Bâtiment et Travaux Publics (SOBTP) de
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral
l'autorisant à exploiter une carrière de sable sur
le territoire de la commune de Reboursin.



PRÉFET DE L'INDRE

DDCSPP
SPAÉ

Arrêté mettant en demeure la Société Ouvrière de Bâtiment et Travaux Publics (SOBTP) de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune de Reboursin.

Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 91-E-538 du 10 avril 1991 notifié à la Société Ouvrière de Bâtiments et travaux Publics (SOBTP) pour l'exploitation, sur le territoire de la commune de Reboursin au lieu-dit « La Marzan », d'une carrière de sable, rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 2012345-0002 notifié le 10 décembre 2012 à la Société Ouvrière de Bâtiments et travaux Publics (SOBTP) pour le renouvellement de l'exploitation, sur le territoire de la commune de Reboursin au lieu-dit « La Marzan », de la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel modifié de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu les articles 2.4.2, 1.6.2, 9.3.1, et 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 susvisé qui définissent respectivement : les délais et les conditions de remise en état du site, le montant des garanties financières, les modalités de transmission et le contenu du plan d'exploitation, les conditions d'acceptation et de suivi des déchets extérieurs utilisés en remblais ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 mai 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la remise en état de la partie exploitée plus anciennement au Sud/Ouest du site n'a pas été finalisée ;
- le montant provisionné des garanties financières ne correspond pas au montant prescrit par l'arrêté du 10 décembre 2012 ;
- le plan d'exploitation n'a pas été réalisé ;
- l'acceptation des déchets extérieurs en remblais sur le site de la carrière ne respecte pas les prescriptions de l'article 2.4.3.2 de l'arrêté du 10 décembre 2012, notamment en ce qui concerne l'obligation : de bordereaux de suivi des déchets, d'un registre d'admission, d'un plan de remblayage.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 2.4.2, 1.6.2, 9.3.1, et 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 susvisé ;

Considérant que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement n'est plus garantie ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Ouvrière de Bâtiments et travaux Publics (SOBTP) de respecter les prescriptions des articles 2.4.2, 1.6.2, 9.3.1, et 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1 : La Société Ouvrière de Bâtiments et Travaux Publics (SOBTP) exploitant une carrière de sable sur le territoire de la commune de Reboursin au lieu-dit « La Marzan » sur la commune de Reboursin est mise en demeure :

1/ de respecter les dispositions de l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 en réalisant la remise en état de la partie Sud/Ouest du site, précédemment exploitée, dans un délai de **1 mois** ;

2/ de transmettre des garanties financières conformes aux dispositions de l'article 1.6.2 dans un délai de **1 mois** ;

3/ de transmettre un plan d'exploitation conforme aux dispositions de l'article 9.3.1, réalisé par un géomètre expert dans un délai de **1 mois** ;

4/ de réaliser le suivi des déchets extérieurs acceptés en remblais conformément aux dispositions de l'article 2.4.3.2 dans un délai de **1 mois**.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notifications

Le présent arrêté sera notifié à la Société SOBTP.

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de Reboursin et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges,

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage, prolongé de six mois à compter de la publication ou de son affichage, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai de deux mois fixé pour la saisine du Tribunal administratif.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire de Reboursin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GIRAUD